

Kenza Sefrioui

ÊTRE ÉDITEUR AU MAROC :

La pensée au triple défi du marché, du droit et des libertés

RELIEF – *Revue électronique de littérature française* 14 (1), 2020, p. 32-48

DOI: doi.org/10.18352/relief.1065

ISSN: 1873-5045 – URL: www.revue-relief.org

This article is published under a CC-BY 4.0 license

Au Maroc, le métier d'éditeur est rendu très difficile par la conjonction entre le non développement économique du secteur et une longue histoire d'hostilité au monde intellectuel qui a abouti à la déstructuration des champs du savoir et de la culture. L'expérience d'EN TOUTES LETTRES, jeune maison d'édition indépendante basée à Casablanca et spécialisée dans l'essai journalistique et en sciences humaines, témoigne de la nécessité de relever le triple défi du marché, du droit et des libertés et d'inventer de nouvelles solidarités entre édition, presse, recherche et société civile, pour reconstituer un pôle de production d'une pensée critique.

Le Maroc n'a jamais autant publié de son histoire : plus de 4 000 titres en 2018-2019¹ contre environ 1 300 entre l'introduction de la lithographie dans le pays en 1865 et son indépendance en 1956, avec un décollage de la production dès l'apparition de la première génération de maisons d'édition privées dans les années 1980. Pour autant, être éditeur au Maroc est loin d'être facile. Cette profession, passionnante puisqu'elle est au cœur de la vie intellectuelle et littéraire d'un pays, qu'elle a vocation à penser hors des sentiers battus de la routine en accompagnant les auteurs dans leur travail de genèse des idées, suppose sous nos cieux de relever de multiples défis. Des défis économiques, liés au caractère commercial du domaine, mais surtout politiques et sociaux, dans un pays en voie de développement marqué par de flagrantes inégalités, notamment dans l'accès au savoir et à la culture, et surtout un pays non démocratique où les libertés individuelles et publiques sont fragiles et régulièrement menacées.

Ma contribution consistera en un témoignage sur l'expérience d'EN TOUTES LETTRES que je porte depuis 2012 avec Hicham Houdaïfa, et que j'entre-croiserai avec une analyse du secteur de l'édition.

De la presse indépendante à l'édition indépendante

EN TOUTES LETTRES est née de la régression de la liberté de la presse et d'expression qui a abouti en janvier 2010 à la fermeture du *Journal hebdomadaire* où nous travaillions. Ce magazine francophone avait été fondé en 1997 au tournant des règnes de Hassan II et de Mohammed VI et a été le fleuron de la presse indépendante tout au long des années 2000. Mais l'éclaircie a été de courte durée, puisque son ton critique à l'encontre du pouvoir, en particulier de sa politique économique, lui a valu des années de harcèlement judiciaire et de boycott publicitaire. Hicham Houdaïfa y portait la rubrique Société et moi la critique littéraire et les pages Culture. Nous avons alors décidé de poursuivre sous forme de livres le travail d'investigation qu'il nous était de plus en plus difficile de faire dans un contexte marqué par la censure et l'autocensure.

Nous avons également conscience des transformations de notre profession liées au tournant du numérique. La course à l'image et aux contenus rapidement produits s'accordent mal en effet du temps long que nécessite l'investigation. Par ailleurs, la paupérisation de la profession, avec des rédactions constituées d'équipes salariées très réduites et de *free-lance* courant la pige, ne permet pas aux journalistes de dégager du temps ni d'obtenir les moyens nécessaires à des projets de longue haleine. Les contraintes d'espace, imposant le raccourcissement des textes, excluent le développement indispensable à la présentation de réalités complexes.

EN TOUTES LETTRES est donc née du refus de cette double contrainte, de l'envahissement des médias par du remplissage et de l'autocensure, et du diktat de la rapidité, qui aboutit en quelque sorte au même résultat. Et le livre nous a semblé, malgré les difficultés du secteur dont nous avons connaissance, une alternative possible pour rendre accessible ce travail de recherche de la vérité et de l'intérêt général indispensable à l'information de nos concitoyens et à la possibilité d'un débat public. Le livre a aussi l'avantage d'être un outil de plaidoyer plus durable qu'un périodique sur des causes qui nous tenaient à cœur : droits humains, droits des femmes, justice sociale, etc., d'autant que nous sommes proches de plusieurs associations de la société civile actives dans la lutte contre le mariage coutumier, comme la Fondation Ytto, dans le plaidoyer pour la reconnaissance de la culture comme levier de développement social et humain, comme Racines.²

La volonté de poursuivre notre travail d'enquête journalistique nous a naturellement amenés à nous spécialiser dans l'essai. Nous avons constaté

que mis à part l'édition jeunesse, la plupart des maisons d'édition marocaines sont généralistes et publient à la fois de la fiction et de la non-fiction. Et surtout, nous avons connaissance de nombreux travaux sur le Maroc, la plupart de qualité mais réalisés par des journalistes et chercheurs étrangers et publiés à l'étranger, et il nous semblait nécessaire, a fortiori vu l'histoire coloniale du pays, de publier des essais sur le Maroc et à partir du Maroc, pour faire connaître à nos concitoyens et dans le monde un point de vue marocain sur nos réalités, pour contribuer à constituer le Maroc comme pôle de production de ses analyses sur lui-même. D'autant que le Maroc n'est toujours pas le centre de gravité de sa production éditoriale.

Un nombre important d'auteurs talentueux publient en effet au Caire ou à Beyrouth s'ils écrivent en arabe ou à Paris s'ils sont francophones, dans l'espoir d'un meilleur accompagnement éditorial, d'une meilleure promotion et de droits d'auteur plus importants. Cela a pour conséquence que leurs livres sont importés – quand ils passent la barrière de la censure à l'importation – à des prix inaccessibles, puisque rares sont les auteurs qui ont le poids auprès de leurs éditeurs étrangers pour négocier un prix spécial pour le Maroc. Ces travaux sont donc coupés du lectorat auquel ils sont d'abord destinés. Par ailleurs, cela prive le pays d'œuvres patrimoniales, dont les droits sont détenus par des éditeurs étrangers. Ces derniers ont certes contribué à faire exister des œuvres en l'absence de structures éditoriales ou malgré la censure, mais ils n'ont pas pour priorité de les faire vivre.³ Dans tous les cas, c'est la circulation des livres et des idées qui en pâtit. Le projet d'EN TOUTES LETTRES s'inscrit donc dans ce contexte de double hégémonie sur le Maroc de la France et du Machreq, avec l'espoir de contribuer à faire circuler les œuvres dans les deux sens.

En outre, la continuité d'EN TOUTES LETTRES avec l'expérience du *Journal hebdomadaire* se manifeste dans le fonctionnement de la maison d'édition, qui n'attend pas seulement l'envoi de manuscrits mais initie l'essentiel des projets éditoriaux, en réfléchissant aux sujets d'actualité importants et en sollicitant des auteurs, parfois sur des travaux nécessitant plusieurs années de recherche et d'écriture. Nous tenons également beaucoup aux ouvrages collectifs, réputés plus difficiles à vendre certes, mais qui permettent de présenter une pluralité d'idées. Et surtout, cette continuité se fait par l'idée de vulgarisation, au sens noble du terme, des savoirs, et de la diffusion de la culture du débat et de la pensée critique qui est au cœur de notre démarche. Nous avons à cœur de

rendre accessibles, tant dans la forme de l'objet que dans le contenu, des textes exigeants. Nous invitons des journalistes, des écrivains et des chercheurs à partager le fruit de leurs recherches avec un public de non-spécialistes. Ce souci nous amène à écarter au maximum tout jargon, à ajouter d'abondants appareils de notes pour éviter aux lecteurs de décrocher ainsi que de larges bibliographies pour les inviter à aller plus loin. Nous travaillons beaucoup avec les auteurs la simplicité de la langue. Par le biais du journalisme narratif, il s'agit de rendre sensibles des questions de société complexes et souvent abordées par le biais de chiffres, en racontant, sans pathos, le quotidien de personnes touchées par la précarité, l'injustice, etc.

Enfin, la continuité de notre démarche, depuis le *Journal hebdomadaire* jusqu'à EN TOUTES LETTRES est centrée sur la notion d'indépendance. Si nous sommes proches d'organisations de la société civile, nous ne sommes affiliés à aucune association ni aucun parti politique. C'est ce qui nous a permis de rejoindre en 2019 le réseau de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (alliance-editeurs.org), réseau de solidarité professionnelle, de réflexion et de plaidoyer pour la bibliodiversité.

Depuis la première publication en 2014, EN TOUTES LETTRES a construit un catalogue de quatorze titres, articulé en cinq collections, afin d'installer dans la durée des démarches complémentaires. Les Presses de l'Université Citoyenne, en partenariat avec la Fondation HEM et dirigée par l'écrivain et essayiste Driss Ksikes⁴, s'attache à la vulgarisation des recherches en sciences humaines et sociales. La collection Droit et citoyenneté consiste en guides pour faire connaître le droit. Traduction invite, à travers des livres bilingues, à repenser nos cadres épistémologiques, avec des auteurs comme l'historien français Patrick Boucheron ou l'essayiste tunisien Abdelwahab Meddeb. Les Questions qui fâchent, collection qui doit son titre à l'essai d'Asma Lamrabet (*Islam et femmes, les questions qui fâchent*), a pour but de déconstruire les représentations sur des sujets qui déchaînent la polémique et de proposer d'autres lectures pour apaiser le débat. Le cœur de notre projet est la collection Enquêtes, dirigée par Hicham Houdaïfa, collection dédiée au journalisme d'investigation, qui s'est ouverte également aux travaux de chercheurs universitaires.

Notre catalogue est principalement francophone, avec onze titres en français, deux titres en arabe et un titre bilingue. EN TOUTES LETTRES s'inscrit ainsi dans la tradition de la presse et de l'édition francophone. Celle-ci est en régression au Maroc, puisque les titres en français pour l'année 2018-2019 ne

représentaient que 18,35 % des ouvrages publiés, contre 78,18 % pour l'édition en langue arabe (Rapport Fondation Al Saoud, 12). Il s'agit d'une tendance profonde, liée aux conséquences de l'arabisation de l'enseignement depuis une quarantaine d'années. Toutefois, le français demeure la langue des élites au Maroc, et est même devenue une langue de caste, condamnant, malgré son inexistence dans la Constitution, ceux qui ne la maîtrisent pas à des carrières subalternes. C'est pourquoi nous tenons à proposer à nos concitoyens des ouvrages accessibles en français afin qu'ils puissent s'y former. C'est pour nous un enjeu de démocratie.

En six ans, nous avons réussi à créer l'événement autour de nos titres, qui ont suscité une abondance revue de presse et remporté plusieurs prix. *Le Métier d'intellectuel, dialogues avec quinze penseurs du Maroc*, de Fadma Aït Mous et Driss Ksikes (collection Les Presses de l'Université Citoyenne, 2014), a eu le prix Grand Atlas en 2015. *Islam et femmes, les questions qui fâchent* d'Asma Lamrabet, l'a eu en 2017. *Extrémisme religieux, plongée dans les milieux radicaux du Maroc* d'Hicham Houdaïfa (collection Enquêtes, 2017), a eu aussi un prix spécial du jury du prix Grand Atlas en 2017. Certains ouvrages ont connu un succès commercial, tout à fait relatif comparé aux records enregistrés dans l'édition mondiale, mais réel par rapport au marché marocain où le tirage moyen ne dépasse pas 1 000 à 1 500 exemplaires, qui s'écoulent au compte-goutte sur de nombreuses années⁵ : *Dos de femme, dos de mulet, les oubliées du Maroc profond* de Hicham Houdaïfa (collection Enquêtes, 2015, finaliste du prix Grand Atlas 2015) s'est vendu à près de 4 000 exemplaires, *Le Métier d'intellectuel* à près de 3 500 exemplaires. Ce dernier a fait l'objet de trois réimpressions, alors qu'au Maroc, 95 % des livres ne sont jamais réimprimés (Rapport sur l'édition et le livre au Maroc de la Fondation Al Saoud, 2015). Enfin nous avons cédé les droits de cinq titres pour des traductions en espagnol, en italien, ou pour des reprises en poche (*Islam et femmes, les questions qui fâchent* d'Asma Lamrabet a paru chez Gallimard, dans la collection Folio essais) ou dans des presses universitaires.

Ces succès demeurent toutefois très limités en raison du contexte dans lequel nous exerçons et dont nous n'ignorons pas les difficultés. Depuis 2005, mon métier de critique littéraire et de journaliste culturelle m'a permis de comprendre les problématiques liées à l'ensemble de ce champ, dont j'ai fait un livre, *Le livre à l'épreuve, les failles de la chaîne au Maroc* (2017). Mais il nous semblait essentiel d'assumer ces difficultés malgré tout, tant l'enjeu en termes

intellectuels et politiques est important. J'avais en effet consacré à la revue *Souffles* une thèse de doctorat en littérature comparée, que j'ai réécrite pour en faire un essai (*La revue Souffles (1966-1973), espoirs de révolution culturelle au Maroc*, prix Grand Atlas 2013). Le travail sur cette revue porteuse d'une véritable vision humaniste au Maroc m'avait sensibilisée à la dimension politique de la culture. Par ailleurs, Hicham Houdaïfa, de par son travail de grand reporter depuis les années 1990, mesurait les conséquences sociétales de la privation de l'accès à l'école, au livre et à la culture. Nous avons donc dû construire, à partir du marché de niche où nous nous sommes positionnés, des stratégies pour la commercialisation, la diffusion et la promotion de nos livres en librairie, dans les universités et les associations, au Maroc et à l'étranger. Un défi titanesque pour notre petite équipe (deux personnes à plein temps et une à mi-temps).

Un marché en déshérence

Au Maroc, aucune structure n'assure la diffusion des livres, pourtant indispensable à la transmission d'informations entre éditeurs et libraires en amont de la publication. Il n'y a que des distributeurs, souvent des filiales de multinationales, comme la Librairie nationale, filiale à 100 % du groupe Hachette Livre, qui assurent le transport des livres. Ces sociétés réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaire sur le marché du livre scolaire, du livre importé – plus cher donc leur assurant des marges plus intéressantes, ainsi qu'aux libraires⁶ – voire sur la presse. Elles ne s'intéressent quasiment pas au livre de littérature générale édité au Maroc. Nous avons donc fait le choix de l'autodistribution et de l'autodiffusion et avons concentré nos efforts sur l'organisation de rencontres avec les auteurs, pour rapprocher les lecteurs des livres. Mais si l'auteur est décédé ou réside à l'étranger, la promotion est problématique.

En effet, une simple mise en place des livres dans les librairies ne suffit pas. D'abord parce que le tissu des librairies est extrêmement faible. En menant, de 2012 à 2014, une enquête sur le livre, l'édition et la lecture publique dans le cadre des États généraux de la culture en 2014, initiative portée par l'association Racines, et qui consistait en un inventaire des structures existantes (artmap.ma), je n'avais pas recensé plus de 800 librairies dans tout le pays, qui compte 35 millions d'habitants. La plupart font également papeterie, tabac, vente de cartables. Certaines ne sont actives que de façon saisonnière, en période de rentrée scolaire. Il n'y en a pas plus d'une quinzaine susceptibles

de conseiller les lecteurs et de programmer des rencontres. Ce sont des structures fragiles, menacées par la concurrence des distributeurs qui pratiquent la vente directe, notamment aux écoles à la rentrée, profitant de l'absence d'une loi sur le prix unique du livre plafonnant les remises autorisées. Elles sont également menacées par le commerce du livre piraté qui s'étale dans les centre-villes. Elles se rattrapent en mettant en avant les éditions importées : la production éditoriale marocaine peine donc à trouver sa place. De surcroît, dans un pays où le lectorat est de plus en plus arabophone, il est difficile de vendre des livres en français, notamment hors des grandes villes.

L'épicentre du commerce du livre au Maroc est le livre scolaire, avec des tirages à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Cela a pour conséquence de caler tout le secteur sur le calendrier de l'école : les mois de juin à octobre, consacrés à la préparation de la rentrée, sont une saison morte pour le livre de littérature générale – sans oublier le mois de ramadan, autre saison morte. De fait, le livre de littérature générale ne se vend qu'à peine six mois dans l'année. Même les prix littéraires, comme le Grand prix Maroc du Livre et le Grand Prix du Mérite, décernés par le ministère de la Culture, ou le prix Grand Atlas, décerné conjointement par l'Ambassade de France et la Bibliothèque nationale du royaume du Maroc, n'ont quasiment pas d'incidence sur les ventes.

L'unique temps fort de la vie du livre est le Salon international de l'édition et du livre de Casablanca, qui en est à sa 26^e édition. Très populaire, attirant près de 120 000 visiteurs, il dure dix jours et est conçu plus comme une foire commerciale. Son organisation, par le ministère de la Culture, fait régulièrement l'objet de critiques portant sur le manque de concertation avec les professionnels, l'indigence de la programmation, et l'absence de préparation des visites scolaires. D'autres salons régionaux existent mais n'ont pas du tout la même visibilité dans la presse nationale.

Ainsi, le secteur Édition, imprimerie et reproduction demeure très peu dynamique et attractif. Il ne représentait que 0,9 % du chiffre d'affaires global du secteur industriel en 2014, avec 3 756 millions de dirhams (environ 345 millions d'euros) de chiffre d'affaires et moins de 10 000 emplois (2 % du secteur industriel dans sa globalité), chiffres incluant le livre scolaire et les travaux de communication qui font vivre les imprimeries (Observatoire marocain de l'industrie, 2015). Ces fragilités structurelles rendent le recouvrement extrême-

ment difficile. Contraints d'intenter des procès à trois structures récalcitrantes, nous avons fait face aux lenteurs et aux coûts de la justice.

Absence de véritable politique publique en faveur du livre

Malgré les besoins criants, la faible action des pouvoirs publics maintient ce secteur dans la précarité. Le ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports n'œuvre pas à mettre en place le cadre législatif et administratif nécessaire à son développement. Sa politique en faveur de la lecture publique est très défailante, laissant le pays souffrir de graves carences en infrastructures. Les bibliothèques publiques (gérées par les ministères de la Culture ou autres ou par les collectivités territoriales), seules à même de démocratiser l'accès au livre, ne sont pas plus de 600 dans tout le Maroc. Moins d'un tiers des communes en disposent, avec des déserts dans les zones rurales où seule la société civile s'active (Étude sur l'Édition, le livre et la lecture publique, Racines, 2014). Des villes universitaires n'ont ni bibliothèque, ni librairie. Les quelques créations récentes de médiathèques sont très insuffisantes. À part quelques fleurons, dont la Bibliothèque nationale du royaume du Maroc (BNRM), qui a ouvert en 2008 à Rabat et peine à faire imposer l'obligation du dépôt légal – auquel échappent environ 20 % des publications, selon l'estimation de la Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud à Casablanca –, la bibliothèque privée de cette même Fondation (référence pour les chercheurs) et celles des instituts étrangers, il n'y a pas au Maroc de réseau de lecture public.

Il n'y a pas non plus de statut accordé à l'issue de leurs années d'études, explique Houda Abaylou, directrice de la licence professionnelle Métiers du livre à l'Université de Aïn Chok à Casablanca, aux bibliothécaires qui finissent par s'orienter vers des domaines plus rémunérateurs, comme la communication. Le site lecturepublique.minculture.gov.ma, destiné à mettre en ligne l'ensemble des catalogues des bibliothèques publiques, ne fonctionne que pour 23 bibliothèques adhérentes. On peut donc s'interroger sur le contenu qu'elles offrent, son actualité, sa diversité, son adaptation aux différents publics, etc. Enfin, leurs budgets d'acquisition sont très faibles et le Maroc, avec une estimation d'un million et demi de livres présents dans l'ensemble des bibliothèques, est très loin des préconisations de l'UNESCO (un livre par habitant). En 2016, l'enquête sur les pratiques culturelles des Marocains, deuxième volet des États généraux de la culture portés par l'association Racines, relevait que 84,5 % des Marocains n'étaient pas inscrits dans une bibliothèque, et pour

cause : 63,5 % n'en ont aucune dans leur entourage, et pour 22,5 %, il faut faire plus de deux kilomètres pour l'atteindre. Dans ces conditions, avec la disparition des bouquinistes, la question du prix du livre se pose avec acuité et aggrave les inégalités dans l'accès au savoir et à la culture. Impossible également de développer un lectorat, et encore moins un marché, quand une solution à ce manque d'accès est le livre piraté – en objet physique ou en PDF. Là encore, rien n'est fait pour endiguer le phénomène.

Le ministère de la Culture a mis en place une aide à l'édition et à la participation aux foires internationales. Nous attendons depuis trois ans le versement de sommes initialement destinées à préfinancer des projets, avons déposé cinq fois les pièces justificatives et faisons face à l'absence de culture de reddition des comptes de nos pouvoirs publics. Par ailleurs, si le Maroc participe à de nombreuses foires du livre à l'étranger, sa représentation, indigente, faite sans vision ni concertation avec les professionnels, fait question sur le bon usage des fonds publics. Aucun programme de soutien à la traduction des œuvres marocaines vers des langues étrangères n'existe, ce qui freine considérablement la possibilité de cessions de droits.

La seule mesure bénéfique au secteur est l'absence de TVA, mais cela génère un manque à gagner pour l'État – une des raisons de son inaction en faveur du livre ? Autre effet pervers : en l'absence d'un véritable marché, la nécessaire course aux subventions – celles du ministère mais aussi d'instituts étrangers ou de structures privées – installe une concurrence entre professionnels pour l'accès à ces fonds, nuit à leur solidarité, donc à leur capacité à peser sur les décisions publiques.

L'association Racines, qui portait en 2016 un projet sur la liberté d'expression créative, Artwatch Africa, avait relevé que, dans le domaine du livre comme dans celui de la musique et du cinéma, l'absence de marché crée une forme de censure endémique tout aussi redoutable qu'une politique répressive. Pire encore, au ministère, un certain discours prétend que le Maroc est passé directement d'une culture orale à une culture numérique. Sous des apparences technophiles, c'est le prétexte à ne pas réaliser les investissements nécessaires pour permettre aux Marocains d'avoir accès à cet outil élémentaire d'ouverture et d'autoformation qu'est le livre et de s'outiller véritablement pour aborder le tournant du numérique dont on connaît aujourd'hui le potentiel de creusement des inégalités socioculturelles. C'est sans nul doute le

dernier avatar d'une longue histoire d'hostilité du pouvoir envers l'éducation et à la culture.

Une longue histoire de réaction à la pensée critique

On ne saurait en effet évoquer l'édition au Maroc sans la lier à d'autres secteurs centraux dans la production et la diffusion du savoir et des idées. L'école publique est depuis l'Indépendance l'objet des plus vifs espoirs d'ascension sociale comme des pires déceptions. Classes surchargées, apprentissage par cœur, violences... s'il y a eu une réelle massification de l'accès à l'école, elle est aujourd'hui en pleine déshérence. L'analphabétisme demeure très élevé (40 % en moyenne), l'illettrisme est autour de 70 %, et près de 250 000 jeunes quittent l'école chaque année sans diplôme, laissant 1,7 millions de jeunes de 15 à 24 sans études, stage ni emploi. Aujourd'hui, comme en témoigne le gouffre entre les tirages du livre scolaire et ceux du livre de littérature générale, l'école ne donne pas le goût de la lecture, ni en arabe, ni en français. Une arabisation bâclée et de multiples réformes sans effet ont succédé à la politique répressive dont les Marocains conservent le douloureux souvenir. En particulier de la répression meurtrière, le 23 mars 1965, des manifestations lycéennes et étudiantes protestant contre la circulaire du ministère de l'Éducation qui interdisait l'accès au second cycle des lycées aux jeunes de plus de 17 ans. Quelques jours plus tard, Hassan II avait dénoncé à la télévision en l'école un « lieu de formation à la contestation » (Rollinde, 122) et déclaré : « Il n'y a pas de danger aussi grave pour l'État que celui d'un prétendu intellectuel. Il aurait mieux valu que vous soyez des illettrés ! » (Ibid., 46). En 1968, à la demande du Cabinet royal, l'anthropologue Mohamed Chafik fait un rapport sur l'état de l'enseignement et préconise la suppression des écoles coraniques, « une des causes principales de notre retard civilisationnel » : il reçoit l'ordre d'en préconiser la généralisation (Aït Mous et Ksikes, 46).

Dans les années 1960 et 1970, à la contestation grandissante du pouvoir par une jeunesse étudiante très politisée à gauche, la réponse a été l'étouffement de toute velléité d'esprit critique. Les revues culturelles, très dynamiques à cette époque (*Souffles*, *Lamalif*, etc.), étaient des pôles d'élaboration d'une pensée collective et de mobilisation intellectuelle et politique : toutes ont été censurées (Sefrioui, 2013). La jeune université – la première, l'Université Mohammed V de Rabat, date de 1959 – a été écrasée comme pôle de production de pensée critique : fermeture de l'Institut de sociologie de Rabat en 1970,

arabisation du cursus de philosophie pour le réduire à la pensée islamique la plus réactionnaire, coupure entre le secondaire et l'université avec l'arabisation de l'enseignement public au début des années 1980. Il s'agissait de retraditionnaliser la société en s'appuyant sur la religion (Daoud). Au bout de trente ans de cette politique, l'université n'est plus en mesure de jouer son rôle de pensée critique. Plus de la moitié des enseignants chercheurs n'ont pas produit une ligne depuis qu'ils sont en poste (Mohamed Cherkaoui, cité dans Aït Mous et Ksikes, 25), transformant leurs postes en positions de rente. Et si l'on rapporte leur nombre, 25 000 environ dans le supérieur, aux ventes moyennes des livres, on constate qu'ils ne sont pas non plus des lecteurs.

Coup de grâce : le plan d'ajustement structurel de 1983 a imposé le démantèlement du secteur public et réservé l'accès à une éducation de qualité dans le privé aux seuls fortunés, essentiellement urbains. À cette orientation néolibérale s'est ajoutée la montée en puissance puis à l'arrivée au pouvoir de forces politiques se réclamant de référentiels religieux. Aujourd'hui, nous vivons les conséquences de ce discours à la fois réactionnaire et néolibéral, qui a envahi le champ de la pensée et menace l'individu comme sujet de sa propre existence (Bessis). À l'Université, les filières littéraires ont été sacrifiées sur l'autel des matières techniques, jugées plus 'rentables'. Le champ politique est dominé par diverses formes de populisme, qui ont un profond mépris pour les intellectuels. La communication s'est érigée en modèle dominant, privilégiant la formule choc aux nuances d'une pensée développée.

Dans un tel contexte, il était indispensable de repenser le métier d'éditeur, non pas seulement comme une activité commerciale mais comme un des pôles de reconstruction d'une pensée humaniste. Face aux difficultés structurelles auxquelles nous étions confrontés, nous avons dû, pour assurer la viabilité et le développement d'EN TOUTES LETTRES, assumer une position non pas limitée aux tâches habituelles du métier (accompagnement intellectuel des auteurs et aspects juridiques et commerciaux), mais délibérément au carrefour des domaines où nous sommes actifs et avec lesquels nous sommes liés : la presse, l'université et la recherche, et la société civile. Il s'agissait de construire de nouvelles passerelles et d'établir des partenariats avec les forces vives du pays, pour renforcer nos actions respectives, dans l'espoir de réinventer le marché et surtout de remettre au centre de nos démarches les concepts d'humanisme, de modernité, de démocratie, d'égalité, de justice sociale.

Les Presses de l'Université Citoyenne : les chercheurs mobilisés

Dans cet esprit, la toute première collection que nous avons créée en 2014 est Les Presses de l'Université Citoyenne, en partenariat avec la Fondation HEM, liée à la première *business school* au Maroc. HEM estime qu'elle a pour mission de « former des leaders citoyens alliant savoir et savoir-agir » (hem.ac.ma) et a été la première grande école privée à se doter d'un centre de recherches, qui publie une revue devenue une plateforme de recherche électronique, economia.ma. Parmi les activités de la Fondation HEM, depuis 1997, une Université Citoyenne ouverte à tous, sans conditions de diplôme ni d'âge, offre pendant trois mois une dizaine de séminaires sur des questions économiques et sociales, assurés par des spécialistes du Maroc et d'ailleurs. Elle touche chaque année près de 2 000 personnes. Driss Ksikes, directeur du centre de recherches, a proposé la création d'une collection de livres dans le sillage de l'Université Citoyenne pour en pérenniser l'esprit et nous l'a confiée.

Le partenariat entre la Fondation HEM et EN TOUTES LETTRES s'est construit sur la base d'une vision partagée sur les enjeux de société auxquels le Maroc fait face, et repose sur la sédimentation académique de travaux universitaires et le savoir-faire éditorial et journalistique de la maison d'édition. Le fait que nous soyons deux structures privées va au-delà de la notion en vogue de responsabilité sociale de l'entreprise, prônée par la théorie managériale pour masquer le désengagement de l'État : nous nous sommes associés sur la base de convictions humanistes partagées, pour ouvrir le débat sur des sujets comme le rôle de la société civile, la place des femmes dans nos sociétés, la citoyenneté, la culture comme levier de changement social, la place de la religion, etc. Il s'agit, le plus souvent à travers des collectifs, d'amener les intellectuels à prendre position sur ces sujets. Face au manque d'émissions culturelles de qualité, face à l'inflation dans la presse du genre de la chronique, ces livres, qui font la part belle au grand entretien, au portrait et à l'enquête en profondeur, sont conçus comme un outil de vulgarisation et de médiation, pour élever le niveau du débat public. Ils ont aussi vocation à valoriser la recherche marocaine et à lui donner une plus grande visibilité, au Maroc et à l'international.

Notre collaboration a été matérialisée sur le long terme par une convention. La Fondation HEM est propriétaire du label déposé Les Presses de l'Université Citoyenne. Son comité scientifique valide les projets de livres proposés par Driss Ksikes en accord avec EN TOUTES LETTRES, ce qui crée une

véritable collaboration intellectuelle autour d'une ligne éditoriale partagée. Cette convention prévoit un préachat qui finance le poste impression, le plus lourd du budget, et permet d'augmenter le tirage et de mettre en vente le livre à un prix inférieur à 100 dirhams (moins de 10 euros). La Fondation HEM offre ces exemplaires aux lauréats de l'Université citoyenne, ce qui contribue à élargir le lectorat. D'autre part, une contribution aux frais de diffusion permet de couvrir les frais de déplacement et d'hébergement du directeur de collection et des auteurs dans des rencontres et salons au Maroc et à l'étranger.

Depuis six ans, cette expérience au carrefour du monde académique, de la culture du débat et de la nécessité du plaidoyer a permis de créer l'événement autour d'ouvrages en sciences humaines. Couronnée dès sa première parution par le prix Grand Atlas, cette collection cherche aujourd'hui à s'internationaliser et à accueillir les travaux de chercheurs du Maghreb et du monde arabe.

Openchabab : assumer un rôle de formation

EN TOUTES LETTRES a franchi un second cap avec le lancement, en 2018, d'Openchabab, programme de formation aux valeurs humanistes et aux méthodes du journalisme indépendant, grâce à une subvention d'amorçage de Canal France International et cofinancé par l'Union européenne en partenariat avec la Fondation Samir Kassir, IREX Europe, FMAS et Leaders of Tomorrow. Quatre masterclass, de quatre mois chacune, sont destinées à une dizaine de jeunes, journalistes en poste, étudiants en journalisme et cadres de la société civile. Pendant un mois, des ateliers animés en arabe et en français par des universitaires (sociologues, philosophes, juristes...) et des militants de la société civile, portent sur l'une des quatre thématiques : Mixité sociale et égalité des chances, Sécularisation et lutte contre l'extrémisme religieux, Égalité entre femmes et hommes, et Libertés individuelles et démocratie participative. Le second mois est consacré aux outils de restitution journalistique de pointe (*storytelling*, datajournalisme, narration radiophonique et reportage vidéo). Les deux mois suivants sont consacrés au terrain et à la restitution. Les travaux sont publiés sur le site Openchabab.com qui a vocation à être une boîte à outils pour le plaidoyer de la société civile. Des synthèses des ateliers, ainsi que de larges bibliographies, alimentées par nos collègues de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, font également du site une plateforme d'auto-formation.

Avec ce projet, qui crée un lieu d'échange et de partage d'expériences, EN TOUTES LETTRES entend d'abord contribuer à reconstruire ce lien fort entre presse indépendante et société civile essentiel pour faire avancer des questions de société, et renforcer auprès des jeunes cette culture de l'esprit critique essentielle à tout projet de démocratisation. Nous avons eu, depuis deux ans, l'occasion de mesurer la complémentarité des profils entre des lauréats d'écoles de journalisme formés à des techniques mais pas à une méthode de réflexion qui leur permette d'avoir une véritable vision des enjeux politiques, sociaux, économiques, culturels, etc., et les militants à qui le travail de terrain donne une profonde connaissance de ces problématiques mais qui manquent de techniques pour mettre en valeur leurs conclusions et leurs propositions.

En choisissant des sujets clivants dans notre société, nous voulions insister aussi sur l'urgence d'un travail de fond sur les valeurs humanistes. Nos sociétés qui ont trop lourdement payé le prix des impasses mortifères, et les jeunes sont convaincus de cette urgence de réfléchir à ce qui est de nature à émanciper l'individu et le citoyen, et à libérer les forces vives de la société. Il est essentiel en effet de rappeler que ces valeurs fondatrices d'un projet de société humaniste, ne sont pas, comme le prétendent ceux qui les combattent, des importations occidentales, mais sont ancrées de longue date dans nos cultures. Sans cette réflexion de fond, nous ne pourrions pas passer le cap de la modernité. Il s'agit aussi de lutter contre la désinformation, les *fake news* et autres théories du complot, contre l'obscurantisme et les inégalités, pour permettre à ces jeunes, en se forgeant une conscience éclairée, de contribuer réellement au développement social.

Openchabab, qui a reçu en mars 2019 le prix Éducation aux médias et à l'information Rive Sud de la Méditerranée, remis dans le cadre des Assises internationales du journalisme à Tours, a vocation à se décliner. Ainsi, certains lauréats ont suivi une formation de formateurs portée par IREX et animé des ateliers de sensibilisation aux médias à destination de collégiens et de lycéens dans une association de quartier à Casablanca. Une programmation destinée à un plus large public, Openchamal, sur la lutte contre les *fake news* et les discours de haine s'est également dupliquée dans des associations relais dans le Nord du Maroc. Le nombre de candidatures qui nous sont parvenues d'au-delà du Maroc (monde arabe et Afrique subsaharienne) nous fait également envisager une internationalisation du programme via la plateforme.

Mais surtout, Openchabab a permis à EN TOUTES LETTRES de former de nouveaux auteurs, notamment pour notre collection Enquêtes et d'accompagner les plumes en herbes. Nous espérons que chaque session aboutisse à la publication d'un ouvrage collectif, mais le temps d'enquête s'est avéré trop court et le faible niveau de maîtrise de l'écrit (malgré le niveau d'études, souvent master) ne l'a pas permis. Nous avons donc identifié les personnes susceptibles d'être sollicitées à l'avenir sur des projets éditoriaux et leur avons proposé de prolonger leur formation par du mentorat avec des journalistes professionnels. Grâce à un partenariat avec la fondation allemande Heinrich Böll, nous avons pu faire travailler ensemble trois jeunes et six professionnels et aboutir à la première publication de ce genre : *Migrations au Maroc : l'impasse ?* Cette formule, qui associe nos expertises de journalistes, de chercheurs, d'éditeurs et de formateurs, est également un modèle économique sain pour EN TOUTES LETTRES.

Si EN TOUTES LETTRES envisage de se positionner comme un pôle de production d'une pensée humaniste à partir du Sud, les défis à relever sont encore nombreux. Faire circuler à l'international des ouvrages édités au Maroc pose de vraies questions, pas uniquement matérielles. D'une part, la fermeture des frontières entrave la circulation des livres et des idées avec les pays du Maghreb, et toute la vie intellectuelle de nos pays si proches subit le coût de cette non-intégration. Par ailleurs, avant de signer des cessions de droit, il faut mettre en place un réseau et avoir les moyens de se rendre à des salons internationaux, notamment celui de Francfort. Les évolutions de l'édition numérique sont aussi des défis à relever. Mais surtout, comment exporter des idées quand on ne vient pas d'une société considérée comme un centre intellectuel digne d'intérêt pour le monde ? Quand on est aux prises avec les préjugés, souvent racistes et islamophobes qui déforment l'appréhension de nos réalités ? Comment construire un dialogue plus équilibré et plus juste ? Un travail et une réflexion de longue haleine. En attendant, au Maroc, 35 millions de citoyens attendent d'avoir accès à ce droit humain élémentaire, le droit à la culture et au savoir, qui ne nous est toujours pas garanti.

Notes

1. 4 219 publications imprimées et électroniques en littérature et sciences humaines pour l'année 2018-2019, selon le rapport annuel de la Fondation Al Saoud sur *L'Édition et le livre au Maroc*.
2. L'association, créée en 2010, a été poursuivie puis dissoute en 2019 pour avoir accueilli le tournage d'une émission satyrique, « 1 Dîner 2 Cons » que le parquet a considérée comme « une activité contenant des dialogues portant clairement atteinte aux institutions et à l'islam ».
3. Certains titres sont épuisés depuis longtemps, mais le rapport de forces entre les micro-structures marocaines et des groupes éditoriaux importants génère parfois des situations abusives, telles que des demandes de sommes pour la cession de droits qui auraient normalement dû être considérés comme perdus. Sans oublier la rivalité, au sein même des groupes éditoriaux, entre les services export et les services en charge des cessions de droit.
4. Driss Ksikes a étudié les lettres anglaises et la traduction. Journaliste, il a été le rédacteur en chef de l'hebdomadaire francophone indépendant *TelQuel* puis directeur de publication de *Nichane*, son doublet en *darija*, ce qui lui a valu un procès pour un dossier dédié aux blagues. Il est également écrivain et dramaturge. Passionné de philosophie, il est cofondateur de l'association Sous le signe d'Ibn Rochd, qui organise au Maroc les rencontres d'Averroès, et contribue à la programmation des Nuits des philosophes à Rabat et Casablanca.
5. Au point que le nouvelliste Ahmed Bouzfour a refusé, en 2004, le Grand prix Maroc du Livre pour protester contre l'absurdité de décerner un prix dans ces conditions.
6. Un livre édité en France à 20 euros coûte par exemple 250 dirhams, près d'un dixième du salaire minimum, tandis que le prix moyen d'un livre édité au Maroc est de 72 dirhams (environ 7 euros).

Ouvrages cités

- Houda Abaylou, « Le statut de bibliothécaire n'est pas reconnu », etlettres.com, 12 février 2018.
- Fadma Aït Mous et Driss Ksikes, *Le Métier d'intellectuel, dialogues avec quinze penseurs du Maroc*, Casablanca, En toutes lettres, collection Les Presses de l'Université citoyenne, 2014.
- « Association Racines : la dissolution confirmée en appel », Medias24.com, 16 avril 2019.
- Sophie Bessis, *La double impasse, l'universel à l'épreuve des fondamentalismes religieux et marchand*, Paris, La Découverte, 2014.
- Mohamed Cherkaoui, *Résultats de l'étude d'évaluation du système de recherche dans les domaines des sciences humaines et sociales au Maroc*, juin 2009.
- Zakya Daoud, *Les années Lamalif (1958-1988) : trente ans de journalisme au Maroc*, Casablanca, Tarik éditions / Mohammedia, Senso Unico, 2007.
- Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud, *Edition et Livre au Maroc. Rapport sur l'état de l'édition et du livre au Maroc dans les domaines de la littérature, sciences humaines et sociales 2018 / 2019*, www.fondation.org.ma, 2020.

Hicham Houdaïfa, *Dos de femme, dos de mulet, les oubliées du Maroc profond*, Casablanca, En toutes lettres, collection Enquêtes, 2015.

— *Extrémisme religieux, plongée dans les milieux radicaux du Maroc*, Casablanca, En toutes lettres, collection Enquêtes, 2017.

Asma Lamrabet, *Islam et femmes, les questions qui fâchent*, Casablanca, En toutes lettres, 2017.

« Racines et Artwatch Africa organisent un séminaire régional sur la 'Liberté d'expression créative' les 9 et 10 avril 2015 à Casablanca », racines.ma, 30 mars 2015.

Marguerite Rollinde, *Le Mouvement marocain des droits de l'Homme*, Paris, Karthala / Saint-Denis, Institut Maghreb-Europe, collection Hommes et Sociétés, 2002.

Kenza Sefrioui, *La revue Souffles (1966-1973), espoirs de révolution culturelle au Maroc*, Casablanca, Éditions du Sirocco, 2013.

— *Le livre à l'épreuve, les failles de la chaîne au Maroc*, Casablanca, En toutes lettres, collection Enquêtes, 2017.